

**mccarthy  
tetrault**



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
Bureau 2500  
1000, rue De La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec) H3B 0A2  
Canada

Me Madeleine Renaud, Ad. E.  
Ligne directe: [redacted]

**PAR MESSENGER**

**STRICTEMENT CONFIDENTIEL**

Montréal, le 19 mai 2015

**Me Sonia LeBel**

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA  
GESTION DE CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION  
600, rue Fullum  
Sous-sol – Secteur 0570  
Montréal (Québec) H2K 3L6

---

Objet : Construction DJL Inc.  
N/R : 212032-448056

---

Chère consœur,

La présente fait suite à votre lettre du 30 avril 2015 informant notre cliente, Construction DJL Inc. (« DJL »), qu'il est possible que les commissaires fassent un rapport défavorable à l'égard de DJL ou lui imputent une conclusion de mauvaise conduite.

Votre lettre transmise en vertu de la l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission* se veut un préavis de la nature des reproches que les commissaires pourraient adresser à DJL, et lui demande d'informer la Commission de son intention de produire de la preuve avant le 18 mai 2015 à midi, faute de quoi la Commission considèrera que DJL a renoncé à son droit de se faire entendre. Le 18 mai étant un jour férié, nous considérons que le délai accordé est prorogé au lendemain.

Nous comprenons que votre lettre a été envoyée à DJL parce que la Commission est soumise aux règles d'équité procédurale, vu le risque que ses conclusions portent atteinte à la réputation de personnes physiques et morales. Le préavis exigé par la jurisprudence a pour objet de permettre aux personnes visées de répondre aux conclusions faisant état d'une faute ou d'une mauvaise conduite qu'une commission d'enquête pourrait tirer à leur égard. Dans cette optique, le préavis transmis doit être suffisamment détaillé pour que la personne visée soit en mesure de connaître les faits qui pourraient amener les commissaires à tirer les conclusions énoncées, afin de pouvoir y répondre.

Or la lettre adressée à DJL ne contient que des conclusions de nature générale sans aucune référence à des faits précis. Bien que votre lettre nous invite à consulter le site internet de la Commission pour y faire des recherches, le délai qui nous est octroyé est nettement insuffisant pour nous permettre de retracer toutes les parties des témoignages et les pièces susceptibles de concerner DJL, vu le caractère général des conclusions énoncées.

Plus particulièrement, tous les témoignages et les pièces relatifs à la Ville de Laval sont actuellement inaccessibles, ce qui nous empêche de pouvoir répondre à adéquatement aux deux premières conclusions de votre lettre. Par ailleurs, aucune des personnes mentionnées dans votre lettre n'est actuellement à l'emploi de DJL, ce qui rend extrêmement difficile la préparation d'une réponse appropriée aux conclusions que les commissaires pourraient tirer.

Pour ce qui des avantages et cadeaux offerts à des fonctionnaires municipaux et du MTQ, DJL souligne qu'ils s'inscrivaient dans une pratique d'affaires courante et largement répandue ayant pour but de maintenir de bonnes relations avec ses clients, sous-traitants et fournisseurs. Les cadeaux offerts par DJL étaient d'une valeur symbolique et les invitations à des événements sociaux, peu fréquentes, n'ont jamais franchi les limites de ce qui est acceptable dans une relation d'affaires. DJL n'a jamais obtenu aucun avantage ou bénéfice direct ni de la Ville de Montréal ou d'une autre municipalité, ni du MTQ, en échange de ces pratiques. Un rapport défavorable contre DJL relativement à cette pratique courante serait donc injustifié.

Enfin, les contributions politiques effectuées par des employés de DJL l'ont été à la demande des partis politiques municipaux et provinciaux en cause. Ces contributions représentent des sommes annuelles peu élevées et ont été versées pour éviter que DJL soit préjudiciée dans un contexte où ses concurrents répondaient eux aussi aux demandes des politiciens. DJL tient à souligner que la Commission n'a entendu aucune preuve que DJL ait obtenu quelque avantage que ce soit lors de l'octroi et de la gestion des contrats publics en échange de ces contributions politiques. Encore une fois, un rapport défavorable visant expressément DJL sur ce point serait injustifié.

En conclusion, nous rappelons à la Commission que selon la jurisprudence constante, une commission d'enquête ne peut établir ni la culpabilité criminelle, ni la responsabilité civile de qui que ce soit, et que son rapport devrait le mentionner expressément pour que le public en comprenne la portée. Bien qu'une commission d'enquête puisse tirer des conclusions des témoignages entendus, ces conclusions ne devraient toutefois pas reprendre le libellé des dispositions du *Code criminel* qui définissent une infraction précise, ni les termes employés par les tribunaux pour conclure à la responsabilité civile.

Comme les conclusions que la Commission envisage de tirer dans son rapport sont susceptibles de ternir la réputation de DJL aux yeux du public, nous invitons la Commission à faire preuve de prudence dans la rédaction de son rapport. En particulier, la Commission devrait éviter, en l'absence d'une preuve convaincante à cet effet, de désigner nommément les personnes impliquées dans les comportements qu'elle estime blâmables ou encore si de telles conclusions ne sont pas essentielles pour s'acquitter de son mandat.

Veuillez agréer, chère consœur, l'expression de nos sentiments distingués.

**McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.**

Madeline Renaud

MR/mbi